

Feuille de Route

Comores

Contenu

A. Objectif du travail de groupe	2
B. Contexte.....	2
C. Analyse des problèmes nutritionnels	3
D. Objectifs et cibles en lien avec la nutrition.....	3
E. Principales interventions pour soutenir l'impact nutritionnel dans les investissements agricoles.....	4
F. Priorités pour les systèmes d'information.....	4
G. Arrangements institutionnels et mécanismes de coordination	4
H. Capacités nécessaires à la prise en compte de la nutrition.....	5
I. Calcul des coûts / Financement.....	5
J. Prochaines étapes.....	6

Participants:

Prénom	Nom	Organisation / Position	Email	Participation
Issouf Miradji	Ambadi	Directeur de Cabinet Ministère de l'Agriculture	ambadi_issouf@yahoo.fr	No
Moindzé	Ahamada Moindzé	Ministere de finance, Agent comptable et trésorerie	moindzali@yahoo.fr	No
Chamassi	Ali	Societe civile, President du conseil D'administration		No
Said tohir	Said Ahmed	Ministere de l' education, Direction Générale de l'éducation	tohirfaouza@yahoo.fr	No

Mohamed	Raissat	Ministère de l'environnement et de la forêt, Département forestier	sittraissat@yahoo.fr	No
Bakar Moussa	Ben Anthoy	Ministère de l'agriculture, Chef de service culture vivrière	benanthoy@yahoo.fr	No
Ali Msa	Sitty Saoudate	Ministère de la santé, Chef de service IEC Programme VIH/SIDA	Saoudate_01@yahoo.f	No
Said	ABDALLAH MCHANGAMA	Président de la Fédération Comorienne des Consommateurs (FCC), Syndicat des consommateurs	smchangama@gmail.com	Yes
Mouridi	YOUSSOUF	Ministère de l'élevage, Direction de l'élevage	Ambadi_issouf@yahoo.fr	No
M. Ahmed	MOHAMED AHMED	Point Focal Nutrition & Responsable du Programme Nutrition/Ministère de la santé	Ahmed.moh3359@gmail.com	Yes

A. Objectif du travail de groupe

Parvenir à un consensus sur les principaux problèmes nutritionnels dans le pays et faire des propositions pour s'assurer que les problèmes nutritionnels sont effectivement pris en compte dans les stratégies agricoles. *(Préciser le nom du document de politique / du plan d'investissement qui a été spécifiquement révisé pendant les travaux de groupe par pays).*

TO BE SPECIFIED

B. Contexte

Vous pouvez apporter ici des informations sur l'état d'avancement de votre pays dans le processus du PDDAA :

- 0. Lancement du processus (désignation du point focal, lancement du PDDAA, établissement du comité technique, recrutement des experts)*
- 1. Conception et signature du Pacte*
- 2. Développement du plan d'investissement*
- 3. Revue technique du plan d'investissement*
- 4. Business meeting*
- 5. Mise en œuvre*

6. Suivi & Evaluation / Evaluation de l'impact

Vous pouvez aussi insérer ici les activités clés qui ont été mises en œuvre en préparation de l'atelier (par exemple : montage d'une équipe pays multi-sectoriel ; réalisation d'un document sur la situation nutritionnelle du pays (Nutrition Country Paper) ; identification des documents de politiques et stratégies agricoles pertinentes (dont le plan nation d'investissement agricole et de sécurité alimentaire (PNIASA) ; organisation d'une réunion préparatoire à l'atelier avec l'équipe pays ; etc.) et précisez les objectifs de ces différentes activités.

DRAFTING COMPACT

C. Analyse des problèmes nutritionnels

1. Quels sont les principaux problèmes nutritionnels dans votre pays ? Comment les taux de malnutrition ont-ils évolué dans les 10 dernières années ? Anticipez-vous des changements de ces taux dans les 10 prochaines années ? Quelles sont les raisons de ces changements ?

NB : Considérer les différentes formes de malnutrition. Analyser les tendances (saisonniers ; sur plusieurs années) peut vous aider à identifier les causes de la malnutrition et comprendre les évolutions de la situation. N'oubliez pas de considérer les problèmes spécifiques au sein des zones urbaines et les liens urbain-rural ; ainsi que les problèmes relatifs au VIH SIDA.

2. Y a-t-il des zones géographiques ou des groupes de population (âge, genre, nourrissons et jeunes enfants, population vivant avec le VIH SIDA, groupes socioéconomiques particuliers, etc.) plus vulnérables à la malnutrition ? Lesquels, et pourquoi ?
3. Les principaux problèmes nutritionnels et les causes de la malnutrition sont-ils déjà identifiés dans votre PNIASA ? Si non, quelles informations complémentaires devraient-êtr ajoutées ?
E.g. différents types de malnutrition, principales tendances, analyse des groupes de population et des zones géographiques les plus à risque de malnutrition, causes immédiates et sous-jacentes de la malnutrition

D. Objectifs et cibles en lien avec la nutrition

4. Quels objectifs spécifiques et quelles cibles souhaitez-vous réellement atteindre en terme de nutrition et que vous devriez inclure dans votre compact PDDAA et / ou Plan d'investissement PDDAA afin d'assurer que la nutrition soit réellement prise en compte (y compris les problématiques nutritionnelles liées au VIH SIDA ?
NB : Essayez d'être le plus spécifique possible dans votre formulation (évitez les formulations du type « réduire la malnutrition » ou « améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle » qui sont des objectifs globaux / au niveau de l'impact). Exemples : Contribuer à réduire la malnutrition chronique de xx % / contribuer à améliorer la diversité du régime alimentaire de xx % d'ici à
5. Sur la base des objectifs nutritionnels (en lien avec l'agriculture) que vous vous avez formulés précédemment, comment pourraient être révisés/formulés les objectifs dans le PNIASA afin de mieux prendre en compte les problématiques nutritionnelles ?
6. Est-ce que certains groupes de populations (âge, genre, nourrissons et jeunes enfants, population vivant avec le VIH SIDA, groupe socioéconomiques spécifiques, etc.) devraient être ciblés en particulier pour pouvoir atteindre ces objectifs ?

7. Quels groupes de populations / zones géographiques recommanderiez-vous d'inclure / de davantage cibler dans votre PNIASA ?

E. Principales interventions pour soutenir l'impact nutritionnel dans les investissements agricoles

8. Comment les programmes alimentaires et agricoles existants peuvent être « transformés » pour permettre l'atteinte des objectifs / cibles proposés et répondre aux besoins des groupes de populations ciblés? Proposez des étapes / interventions concrètes.

Conseils : Commencez par identifier les programmes existants et pensez à ce qui a fonctionné / n'a pas fonctionné dans votre pays. Pour cela, identifiez des moyens pour maximiser l'impact nutritionnel de ces programmes. Assurez-vous que les stratégies proposées sont :

- Pertinentes pour répondre aux problèmes nutritionnels identifiés et de prendre en compte les causes de la malnutrition identifiées ;*
- réalisables vu les capacités existantes dans le pays*
- ont le maximum d'impact pour un minimum de moyens financiers additionnels*
- permettent de créer des synergies / complémentarités avec d'autres initiatives*

9. Comment les politiques et investissements agricoles peuvent inciter les producteurs, transformateurs, vendeurs, et consommateurs à mettre en place des mesures pour améliorer la nutrition ? Proposez des étapes / interventions concrètes.

10. De nouvelles interventions doivent-elles être testées / mises en œuvre pour compléter les programmes existants ? Proposez des étapes / interventions concrètes.

F. Priorités pour les systèmes d'information

11. Les systèmes d'informations existants permettent-ils de fournir les informations nécessaires pour planifier de manière adéquate les interventions nutritionnelles et agricoles ? Si non, comment peuvent-ils être renforcés ? Quel sont les actions prioritaires pour améliorer les systèmes d'information sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle?

G. Arrangements institutionnels et mécanismes de coordination

12. Quels sont les sujets / éléments qui doivent être coordonnés ? Que souhaitez-vous atteindre avec la coordination ?
13. Comment les mécanismes de coordination existants peuvent-ils être renforcés pour mieux intégrer la nutrition dans les politiques et programmes agricoles, et mieux intégrer l'agriculture dans les politiques et les programmes nutritionnels ?
14. Quels sont les principaux acteurs (institutions nationales, partenaires de développement, secteur privé) et les initiatives (SUN, REACH, etc.) qui devraient être impliqués pour renforcer l'impact nutritionnel des politiques et programmes agricoles?

H. Capacités nécessaires à la prise en compte de la nutrition

15. Quels sont les lacunes/manques les plus critiques en termes de capacités pour atteindre les objectifs proposés ? Comment pouvez-vous les traiter à court terme et long terme ?

Conseils : Prenez en compte les aspects opérationnels, stratégiques et de recherche au niveau des institutions et des individus.

I. Calcul des coûts / Financement

16. Comment les ressources existantes peuvent-elles être utilisées pour mettre en œuvre certaines des priorités identifiées précédemment (en terme d'interventions, de systèmes d'information, et de capacités) ? Pour quelles composantes en particulier avez-vous besoin de ressources additionnelles ?

J. Prochaines étapes

Conseils : Prenez en compte :

- **Comment chaque membre de l'équipe va-t-il rendre compte à sa propre organisation?**
- **Comment sensibiliser/inclure les décideurs afin qu'ils prennent en compte les recommandations issues de l'atelier ?**
- **Quels sont les évènements / opportunités pour intégrer vos suggestions en matière de nutrition (exemples :au cours du processus du PDDAA ; lors d'une revue du plan d'investissement agricole existant ; lors d'une réunion SUN ; lors d'une réunion nationale de haut niveau ; etc.) ?**
- **Qui sera le principal contact pour les questions relatives à la nutrition dans le processus du PDDAA après l'atelier ?**

Action	Personne responsable	Date	Commentaires (par ex: ressources nécessaires, possibles contraintes)
I. Faire une restitution technique de la mission	Chef de programme Nutrition à la Direction de la santé familiale	21/09/13	Cette restitution technique devra rassembler le Secrétaire Général au Ministère de la Santé ; le Directeur National de la Santé ; le Directeur Général des Etudes, de la Planification et des Statistiques Sanitaires ; le Directeur de la santé familiale ; le Directeur de lutte contre la maladie ; le Directeur de l'Information et des Statistiques Sanitaires ; le Chef de Service PCIME et le Responsable de la sécurité sanitaire des aliments. Il s'agit d'une réunion technique qui nécessite la présence de ces responsables cités ci-dessus. La contrainte éventuelle qui pourrait être évoquée ici est la disponibilité de ces responsables.
a. Informer le Ministre en charge de la santé avec présentation du rapport issu de la mission	Le Secrétaire Général ou le Directeur Général de la santé en présence du Chef du programme de nutrition	Entre le 23 au 28/09/13	Avoir un RDV d'1heure 30 auprès du Ministre entre cette période
b. Préparer une note en Conseil des Ministres pour information au Président et aux membres du Gouvernement	Le Cabinet du Ministre et le Secrétaire Général	Entre le 30/09 au 12/10/13	La note d'information en Conseil des Ministres doit être présentée et défendue par le Ministre en charge de la santé avec l'appui du Ministre en charge du développement agricole pour pouvoir prendre des actions
c. Mettre en place une commission technique multisectorielle de sensibilisation et de plaidoyer	Les S/G et les Directeurs nationaux du Ministère du développement agricole et de la santé	26/10/2013	Une proposition d'Arrêté conjoint devra être établie pour signature par les Ministres chargés de la santé, du développement agricole et des finances et de l'économie. Cet Arrêté conjoint définira également les TDR et les membres de cette commission de sensibilisation et de

regroupant les parties prenantes concernées			plaidoyer multisectorielle. Cette commission doit également avoir l'adhésion effective de la Fédération Comorienne des Consommateurs, de la société civile et des partenaires au développement (Union Africaine, Agences du SNU, etc.)
II) Organiser la 1ère réunion de prise de contact des membres de cette commission multisectorielle	Le Président de cette commission multisectorielle	1er/11/2013	Le Président de cette commission invitera officiellement les membres. Le but de cette 1ère réunion, en plus de cette prise de contact, est de préparer le processus de sensibilisation et de plaidoyer
III) Organiser un atelier de sensibilisation et de plaidoyer pour avoir l'adhésion et la participation effective des décideurs afin de prendre en compte les recommandations issues de l'atelier	La commission multisectorielle	29/11/2013	C'est un atelier de sensibilisation qui vise les décideurs. Sa préparation jusqu'à sa tenue induira impérativement la mobilisation des ressources humaines, matérielles et financières non négligeables. En plus des membres de cette commission, il y aura la participation de certains membres du Gouvernement, des Représentants et/ou des délégués des Îles autonomes des secteurs concernés et de la société civile au niveau des îles autonomes, les S/G des différents départements ministériels et des Représentants des Partenaires au développement et de la coopération bilatérale. Pour un réel succès de cet atelier, il faudra des ressources financières suffisantes qui couvriront les déplacements et les frais de séjour des participants des îles, les frais de location de l'hôtel où se tiendra l'atelier et autres frais de rafraîchissement et restauration, les frais de reproduction des documents et de sensibilisation auprès des médias écrite et orale et les autres coûts liés à la location de véhicule ou à l'achat de carburant. Pour le moment, je ne peux pas avancer une estimation financière de cette activité...
IV) Organiser une réunion nationale de haut niveau au cours du processus PDDAA pour intégrer nos suggestions en matière de nutrition	La commission multisectorielle	10 – 14/12/2013	Un accord de principe est obtenu par les organisateurs, dont le NEPAD de tenir les mêmes activités au travers d'un atelier compte tenu des difficultés de plans de vol qui ont empêché la participation effective de l'équipe Comores dans ces ateliers tenus à Gaborone. D'ailleurs, lors de la séance de clôture, le Secrétaire Général Adjoint du ministère de l'agriculture du pays hôte a évoqué et reconnu ces difficultés en guise d'excuse à l'endroit de l'équipe Comores lors de son allocution de clôture. En effet au cours du processus d'élaboration et de finalisation du PDDAA pour l'Union des Comores qui fera également avec la revue du plan d'investissement agricole existant, un atelier de 4 à 5 jours se tiendra pour ce processus qui se terminera par cette réunion de haut

			<p>niveau pour la validation nationale du PDDAA Comores. Ce processus s'opérera en plusieurs étapes. La 1ère étape consistera au développement du PDDAA et à la revue du plan d'investissement. la 2ème étape se focalisera à la synthèse des activités menées au cours de la 1ère tape et à la préparation de la 3ème étape. au cours de cette 2ème étape, le document de synthèse sera soumis à l'approbation des différents décideurs pour leur approbation en ce qui concerne surtout les financements proposés. La 3ème étape sera axée à la présentation en plénière pour validation au travers de cette réunion de haut niveau qui regroupement essentiellement les décideurs nationaux et internationaux. La 4ème étape portera la rédaction du rapport de toutes les activités menées au cours de ce processus PDDAA, le document PDDAA assorti du plan d'investissement révisé et seront soumis aux Ministres concernés. En 5étape, une note en conseil devra par la suite être soumise en conseil des Ministres pour validation. Une fois l'ensemble des documents validés, ils devront être envoyés à l'assemblée nationale pour adoption, etc..</p>	
V)	Le principal contact pour les questions relatives à la nutrition dans le processus du PDDAA après l'atelier	Ahmed Mohamed Ahmed	Dès à présent	<p>De part sa formation et son expérience, il est le Chef de service du programme de nutrition au Ministère de la santé. Il est également la personne support désigné par le Point Focal PDDAA du Ministère de l'agriculture, Mr. Ambadi Issouf. Il travaille en étroite collaboration, en plus, avec la Fédération Comorienne des Consommateurs sur les questions liées aux droits des consommateurs et autres activités relatives à l'alimentation et à la nutrition. Il a contribué à l'élaboration et la validation du document de politique nationale de nutrition et d'alimentation. En cas de besoin, ci-joint son CV.</p>